



Listes de contenus disponibles sur: [Scholar](#)

**CONTRIBUTION DES PETITES ET MOYENNES ENTRPRISES DANS LA LUTTE  
CONTRE LE CHOMAGE ET LA PAUVRETE A KINSHASA RD CONGO**

Journal homepage: [ijssass.com/index.php/ijssass](http://ijssass.com/index.php/ijssass)

**CONTRIBUTION DES PETITES ET MOYENNES ENTRPRISES DANS LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET LA  
PAUVRETE A KINSHASA RD CONGO<sup>☆</sup>**

AZIDRA ANDITI ILDEFONSE <sup>a</sup>, SUMAILI OMARI DIEUDONNE <sup>b</sup>

A. Doctorant, Université Pédagogique Nationale

B. Docteur en Economie, ISDR/KINDU.

Received 19 July 2023; Accepted 11 October 2023

Available online 27 October 2023

**ARTICLE INFO**

*Keywords:*

création

PME

Pauvreté

réduction du chômage.

**ABSTRACT**

Faisant parti des pays en développement, la RDC sévit dans la pauvreté et le chômage suite à l'absence d'une politique devant favoriser la mise en place ou la création des petites et moyennes entreprises. D'où, la nécessité de création de celle – ci parait impérieuse inéluctable.

**ENGLISH**

As one of the developing countries, the DRC is plagued by poverty and unemployment due to the absence of a policy to promote the establishment or creation of small and medium-sized enterprises. Hence, the need to create it seems imperative and inevitable.

**Keywords:** creation, SME, poverty, unemployment reduction.

## I. INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo est l'un de cinq nations les plus pauvres du monde. En 2021, près de 64% de la population du pays vivaient en deçà du seuil de la pauvreté et dépensaient moins de 2,15 dollars par jour. Il n'est un secret pour personne que la République Démocratique du Congo regorge, au niveau du sol et du sous-sol, d'une richesse incommensurable qui étonne plus d'un observateur. La convoitise au niveau international ayant conduit à la déclaration de la forêt de la RDC comme étant un patrimoine mondial par les organismes internationaux, en est une preuve irréfutable.

A cela s'ajoute une multitude d'intellectuels produits par les universités, aussi bien publiques que privées, chaque année. En principe, ces opportunités combinées devraient constituer une base importante pour son développement intégral. Malheureusement, tous les secteurs sont dans un état de dégringolade sans précédent. Cette situation paradoxale nous interpelle comme cela doit être le cas pour tout intellectuel averti. Pour ne pas divaguer dans tous les sens, nous avons focalisé notre réflexion sur le secteur social : de l'éducation jusqu'à la santé en passant par l'emploi, le constat reste déplorable.

La pauvreté et le chômage sont aujourd'hui d'actualité dans tous les coins de la RDC.

Depuis une décennie, la communauté des bailleurs de fonds a tenté d'accompagner les efforts de redressement des états pauvres en proposant de modèles prêts à porter sous forme de plans de redressement économiques, de programmes d'ajustements des secteurs sociaux.

L'élaboration de tous ces plans et programmes n'a donné aucun résultat probant du fait d'une

participation légère du gouvernement et du mauvais diagnostic de problèmes réels de la population.

Pour réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à 2 dollars par jour et par personne, est un objectif un objectif du millénaire, d'où, la création des initiatives telle que PPTME (Pays pauvres très endettés) pour accéder aux facilités pouvant permettre de réduire la pauvreté dans des pays pauvres.

En réalité, la quasi-totalité des signaux sont au rouge dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'emploi, d'accès à l'eau potable, de l'économie, des finances... à travers le pays. Ce qui fait qu'environ septante millions des congolais sont plongés dans une pauvreté indescriptible. Toutes ces évidences constituant une sorte d'asphyxie sont confirmées par plusieurs rapports et déclarations des ONG et autres organismes tant nationaux qu'internationaux. Par ailleurs, il est à noter que cette situation est soutenue, de pied ferme, par l'inversion des valeurs dont les gouvernés et surtout les gouvernants se rendent coupables. C'est devant cette impasse que nous avons pensé apporter notre modeste contribution, à travers la réflexion, afin d'aider le pays à sortir de ce bourbier.

L'intérêt porté sur le secteur social se justifie non seulement du fait que son amélioration constitue le souci majeur de la majorité de la population, mais également revient toujours dans les promesses électorales des politiciens. C'est pourquoi, il s'avère indispensable d'en dresser un état de lieu suivi des propositions concrètes à mettre à la disposition du nouveau pouvoir pour le bien-être collectif.

Face à cette situation, les congolais ont adopté une nouvelle stratégie de survie qu'est le refuge dans le secteur de petites et moyennes entreprises informelles.

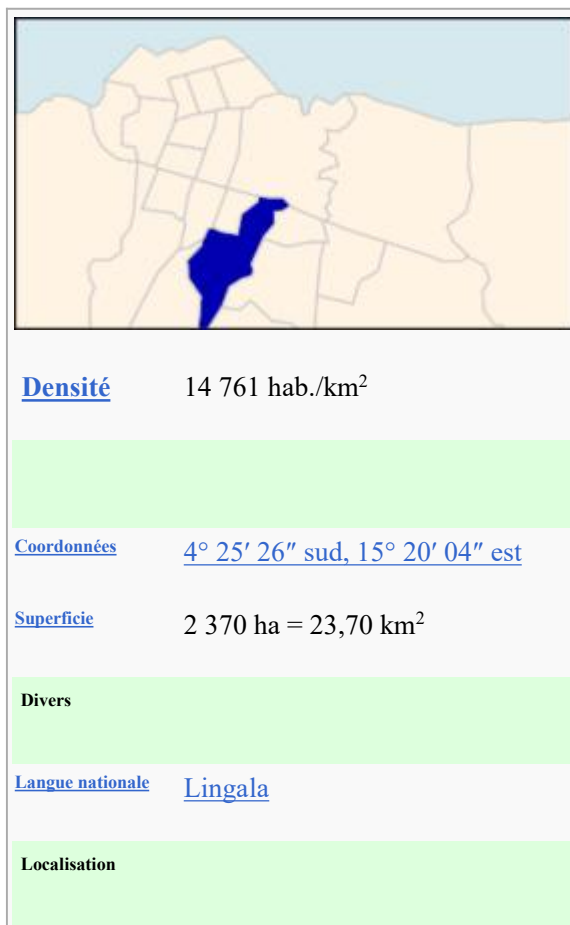
De tout ce qui précède, nous nous permettons de nous poser de questions de savoir :

- La création des PME est-elle une stratégie efficace pour la réduction de la pauvreté ?
- Les PME sont –elles, une stratégie efficace pour relever et diminuer le chômage ?
- De quelle manière, ces PME créent –elles le travail ?

## II. MATERIELS ET METHODES

### 1. MATERIELS

#### Situation géographique



Géolocalisation sur la carte : [République démocratique du Congo](#)



Commune de Lemba

**Lemba** est une commune de la ville de [Kinshasa](#), située dans le district du [Mont-Amba](#). Elle a une superficie de 23,70 km<sup>2</sup>. Lemba est délimité à l'extrême nord par la commune de [Limete](#), Au nord-ouest par la rivière Yolo qui fait office de frontière naturelle avec la commune de [Ngaba](#). Au sud-ouest, on trouve l'avenue by pass qui constitue la frontière avec la commune

de [Makala](#) et la route de [Kimwenza](#) qui marque la frontière avec la commune de [Mont-Ngafula](#). Au nord-est c'est la rivière Matete qui constitue la frontière avec la commune de [Matete](#) et c'est la même rivière qui constitue à nouveau la frontière naturelle au sud-est avec la commune de [Kisenso](#).

## II. METHODES

Pour cette recherche, nous avons choisi combinaison méthodologique, dont la méthode fonctionnelle pour nous permettre de comprendre comment le problème sous examen rongent nos communautés actuellement et de proposer les pistes de solution correspondantes,

la méthode statistique, descriptive et la méthode d'enquête nous ont servi pour la collecte des données alors Les techniques d'observation et documentaire sont les principales utilisées dans le processus de la réalisation de cette étude et le questionnaire nous a servi comme instrument de collecte des données de terrain.

### Population et Taille de l'échantillon

La population de notre étude est composée des habitants de la commune de lemba. En vue d'obtenir un échantillon nécessaire pouvant permettre d'étudier le problème avec le risque d'erreur alpha de 5%, c'est-à-dire l'intervalle de confiance est au moins 95% avec une précision de 5 % (0,05).

La taille de l'échantillon (n) de cette étude a été de 384 participants calculée selon la formule de Fischer.  $n = \frac{z^2 * p * q}{d^2}$

Avec :

– Z=l'écart correspondant à un degré de

confiance de 95%. Ce coefficient =1,96 ou environ 2;

- P=la proportion attendue des sujets présentant la variable étudiée. Il s'agit d'une estimation d'information disponible. Comme l'on manque la proportion de la population cible, nous avons opté pour une proportion standard de 50% ; donc  $p=0,5$  ;
- Q=proportion correspondant p ;  $q=1- p$  c'est-à-dire  $1- 0,5=0,5$  ;
- d=l'écart d'imprécision que l'on accepte de chaque côté de l'estimation pour rendre les résultats. Il est le degré de précision voulu en général : 0,05% et parfois 0,02 ou 0,01. Pour notre étude, nous utiliserons 0,05 et cette formule donne :

$$n = \frac{(1,96)^2 * 0,5 * 0,5}{(0,05)^2} = 384 \text{ sujets.}$$

Notre tirage a été non proportionnel à la taille de notre échantillon.

Pour l'analyse des données, nous avons recouru à des techniques statistiques descriptives et inférentielles qui sont :

- Analyse univariée : pour avoir certaines distributions sociodémographiques des enquêtés ;
- La régression logistique pour estimation du risque relatif et le rapport des cotes (OR)

L'analyse des données a été faite au moyen des logiciels tels que : Microsoft EXCEL et le logiciel SPSS version 20.

### III. RESULTATS

#### 1. Répartition des enquêtés selon leur Age.

n°	Age	Ni	%
1	24-28ans	11	2,8
2	29-33ans	51	13,3
3	34-38ans	194	50,5
4	39-43ans	98	25,5
5	44 ans et plus	30	7,8
	Total	384	100

Constat : il ressort de ce tableau : 50,5% soit 194 enquêtés qui ont l'âge allant de 34a 38 ans. Elle constitue la fréquence la plus élevée alors que 2,8% constituent la fréquence la plus faible.

#### 2. Répartition des enquêtés selon le genre.

n°	Genre	Ni	%
1	Féminin	93	24,2
2	Masculin	291	75,8
	Total	384	100

Constat : L'Analyse de ce tableau nous présente 291 enquêtés soient 75,8% qui sont de sexe masculin tandis que 24,2% sont des sexes féminins.

#### 3. Répartition des enquêtés selon leur niveau d'étude.

n°	Niveau d'étude	Ni	%
1	Supérieur et Universitaire	256	66,6
2	Diplômé d'état	102	26,5
3	Sans niveau	26	6,7
	Total	384	100

Constat : l'Analyse de ce tableau nous démontre que la majorité soit 66,6% de nos enquêtés a un niveau d'étude satisfaisant suivi de 26,5% qui ont obtenu un diplôme d'état.

#### 5. Répartition des enquêtés selon leur tribu

n°	Tribu	Ni	%
1	Luba	97	25,2
2	Kongo	221	57,5
3	Ngala	42	11

4	Swahili	24	6,3
	Total	384	100

Dans ce tableau nous constatons que 57,5% sont des Kongo suivi de 25,2% qui sont Luba. La fréquence la plus faible est 6,3% occupée par le swahili.

#### 6. Répartition des enquêtés selon leur situation matrimoniale

n°	Situation matrimoniale	Ni	%
1	Mariés	107	29,8
2	Célibataires	216	60,3
3	Divorcés	23	6,4
4	Veuves ou veufs	12	3,3
	Total	358	100

L'analyse de ce tableau présente 60,3% des célibataires suivis de 29,8 % qui sont mariés alors que 3,3% sont des veufs.

#### 7. Répartition des enquêtés selon le nombre d'enfants qu'ils ont.

N	Nombre d'enfants	Ni	%
1	Pas d'enfants	298	77,6
2	1 à 3 enfants	86	32,4
	Total	384	100

Il se dégage de ce tableau 77 % n'ont pas enfants alors que 32,4% ont eu 1 à 3 enfants.

### B. Matières en rapport avec notre étude.

#### B.1. Distribution de PME selon le secteur d'activité

N	Libelle	Ni	%
1	Oui	358	93,2
2	Non	26	16,8
	Total	384	100

La théorie des sciences économiques classe trois secteurs d'activité notamment le secteur primaire, secondaire et tertiaire. C'est ainsi que les PME de la commune de lembe justifient que 93% d'enquêtés pratiquent le commerce dans leur PME.

#### B.2. Obtention des crédits bancaires par les PME

N	Libelle	Ni	%
---	---------	----	---

1	Oui	248	64,5
2	Non	136	35,5
	Total	384	100

Il ressort de ce tableau, 64% qui reçoivent des crédits bancaires auprès des institutions financières pour organiser les PME Contre 35% qui ne reçoivent pas de crédits.

### B.3. Création d'emploi par les agents de PME en termes d'effectif

N	Libelle	Ni	%
1	Moins de 10 personnes	227	59,1
2	11 à 20 personnes	135	35,1
3	Plus de 20 personnes	22	5,7
	Total	384	100

Les données de ce tableau stipule que 59% qui travaillent dans les PME, engagent moins de 10 personnes et seulement 5,7% qui engagent plus de 20 personnes.

### B.4. Type de financement reçu

N	Libelle	Ni	%
1	Financement direct	59	15,3
2	Financement indirect	325	84,6
	Total	384	100

Il ressort de ce tableau, 84,6% d'enquêtés reçoivent du financement indirect alors que seulement 15,3% qui reçoivent le contraire.

### B.5. Seuil de rémunération des employés

N	Libelle	Ni	%
1	Moins de 50 dollars Américains	253	65,8
2	51 à 100 dollars Américains	102	26,5
3	101 à 150 dollars Américains	24	6,25
4	151 à 200 dollars Américains	5	1,3
	Total	384	100

Il s'observe dans ce tableau, 65,8 % qui gagnent moins de 50 dollars, suivi de 26,5% qui disent qu'ils gagnent jusqu'à environ 100 dollars alors que 1,3% de nos enquêtés exceptionnellement qui touchent de 151 à 200 dollars.

### B.6. Effectif de PME qui accède au crédit bancaire

N	Libelle	Ni	%
---	---------	----	---

1	1à 50 personnes	234	60,9
2	51à 100 personnes	135	35,1
3	101 à 150 personnes	13	3,3
3	Plus de 151 personnes	2	0,5
	Total	384	100

Il ressort de ce tableau, 60,9% des enquêtés reçoivent des crédits bancaires auprès des institutions financières car leurs PME ont un effectif variant chacune entre 1à 50 personnes. Contre 35% ont reçus des crédits bancaires car leurs PME ont 51 à 100 personnes.

#### B.7. Contribution des PME à la création de la richesse.

N	Libelle	Ni	%
1	Oui	376	97,9
2	Non	8	2,1
	Total	384	100

Il ressort de ce tableau, 97,9 % d'enquêtés qui affirment que les PME créent des emplois.

#### B.8. Rôles des PME.

N	Libelle	Ni	%
1	Créer les emplois	186	49,4
2	Réduire le chômage	169	44,9
3	Créer des richesses	21	5,6
	Total	376	100

L'analyse de ce tableau démontre que 49% d'enquêtés affirment que le rôle des PME est de créer les emplois suivi de 44,9% qui pensent que les PME réduisent sensiblement le chômage dans la communauté. Cependant, 5,6% acceptent le rôle créateur des richesses que jouent les PME.

#### B.9. Rôles des politiques Economiques faces aux activités des PME.

N	Libelle	Ni	%
1	Créer les emplois	49	12,7
2	Améliorer les salaires	4	1
3	Stabiliser la monnaie	79	20,5
4	Sensibiliser la population à la culture d'épargne.	19	5
5	Réduire la pression fiscale	212	55,2
6	Réduire le taux d'intérêt de remboursement à la banque	21	5,4
	Total	384	100

Il ressort de ce tableau, 55% des enquêtés qui disent que l'état doit réduire la pression fiscale, suivi de 20% qui proposent la stabilisation de la monnaie.

#### B.9. Possible chiffre d'affaire pour créer une PME.

N	Libelle	Ni	%
1	100 à 500 dollars	2	12,7
2	501 à 1000 dollars	4	1
3	1001 à 1500 dollars	13	20,5
4	1501 à 2000.	86	5
5	2001 et plus	282	55,2
	Total	384	100

Il ressort de ce tableau, 55% des enquêtés qui disent que l'état doit réduire la pression fiscale, suivi de 20% qui proposent la stabilisation de la monnaie.

#### B.10. les PME de Lemba face au paiement d'impôt.

N	Libelle	Ni	%
1	Oui	379	98,6
2	Non	5	1,4
	Total	384	100

Il ressort de ce tableau, 98,6 % d'enquêtés qui affirment que les PME de la commune urbaine de Lemba paient l'impôt.

#### 4. DISCUSSION

Dans leur étude scientifique sur les indices de la pauvreté dans la commune urbano-rurale de Mont Ngafula, SENKER B. et AL.,(2022) disent que la pauvreté sévit des diverses manières dans une communauté ou une famille et, elle affecte personnellement les individus et les ménages. A travers cette étude sur la pauvreté, menées dans la commune urbano-rurale de mont Ngafula, la population de ladite commune, a donné différentes définitions du concept pauvreté» selon sa propre façon de vivre cet état et selon qu'elle se trouve dans tel ou tel autre groupe social et milieu de vie. En dépit de la diversité des personnes qu'elle affecte, la pauvreté dans la vie quotidienne à plusieurs facettes regroupées, d'après les données de l'analyse, les

auteurs les ont groupés en quatre aspects principaux. Il s'agit de : (1) besoins vitaux fondamentaux non satisfaits; (2) la détérioration du travail productif; (3) manque de paix et de sécurité; et (4) une culture d'impunité qui renforce la corruption, l'injustice, et l'exclusion.

#### Les PME dans le secteur socio environnemental et culturel.

Dans son étude, MBOMA OYETSHI Giego, (2016), estime que les besoins fondamentaux de la vie non satisfaits se présentent comme la première série d'expériences que les gens identifient et dont ils discutent lorsqu'ils parlent de la pauvreté. Avoir assez à manger, un habillement adéquat, un logement,

et la capacité de consulter un médecin lorsqu'on est malade, sont là des besoins primordiaux d'existence. L'incapacité à satisfaire ces besoins est, dans certains cas, liée au revenu faible ou infrastructures insuffisantes. ; Dans d'autres cas, elle est liée au manque d'accès aux infrastructures qui fournissent les services de base.

L'incapacité de manger convenablement, L'incapacité d'avoir un logement décent et salubre, de se faire soigner, et d'avoir des habits décents, l'incapacité d'aller voir un médecin ou incapacité de se faire soigner est aussi un Problème grave, Le fait d'être incapable de s'habiller décentement. “

Alors que FRED DOURA (2006) dans son discours sur la dépendance, crises et développement renchérit que l'incapacité de faire instruire ses enfants est un signe de pauvreté. Le non-accès à l'eau potable est signalé, Le non-accès à l'énergie électrique, La pauvreté c'est le manque d'un capital ou le manque d'accès à un crédit pour démarrer une activité productive, Le manque de paix et de sécurité, Le manque de Paix et la récurrence de la violence est un thème très répandu et crucial. Dans tout le pays, la plupart des personnes souffrent du manque de sécurité, avec un impact négatif sur le bien-être de la population, notamment sur le plan psychologique.

Lorsque les petites et moyennes entreprises sont créées et engagent les personnes, plus les gens sont engagés, plus elles seront occupées et moins elles se livreront aux incivismes autrement dit le banditisme urbain. L'insécurité s'est transformée en violence lorsque la guerre avait commencé en 1994 aux frontières de l'Est du pays. Depuis lors, le manque de sécurité s'est étendu bien au-delà des limites de la guerre physique. Deux définitions de la pauvreté, données particulièrement dans les provinces de l'Est, tournent autour des thèmes d'insécurité et de violence,

Une culture de l'impunité, la délinquance règne dans le quartier (phénomène bana bolafa, armée rouge, mukomboso) ». Un autre rapporte : « Le Quartier Plateau universitaire a toujours été un milieu d'insécurité. Surnommé Tchad, il connaît des meurtres, des viols, de banditisme, etc. »

Différents groupes sociaux sont particulièrement vulnérables face à la pauvreté, à divers degrés, plus spécialement ceux qui doivent faire face à la discrimination à plusieurs niveaux et/ou à l'exclusion.(Les femmes en général sont vulnérables à cause de leur statut social secondaire dans la société congolaise, Il en est de même pour les orphelins et les personnes vivant avec le VIH/SIDA à cause de l'exclusion sociale ou des préjugés qui les éloignent de l'accès aux ressources économiques), Pour les enfants, la pauvreté c'est le fait de manquer des parents, Pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVV), la pauvreté c'est le fait d'être rejeté par la société.

Il convient de noter que lorsque les petites et moyennes entreprises sont créées et engagent les personnes, plus les gens sont engagés, plus elles seront occupées et moins elles se livreront aux incivismes autrement dit le banditisme urbain, SENKER B. et Al.(2022).

La mauvaise gestion des affaires de l'Etat depuis l'indépendance de la République Démocratique du Congo par ses propres filles et fils a plongé le pays dans un chaos, sans précédent, caractérisé par une régression patente dans tous les secteurs de la vie de l'homme. Faut-il se souvenir que dans un passé très récent, lors des festivités de fin d'année, nous avons observé certains fonctionnaires de l'Etat bénéficiant d'une gratification constituée de quelques cartons de poulets repartis entre eux à raison d'une pièce de poulet pour quatre ménages. Quelle insulte contre tout un peuple ? Dans le même ordre d'idée, on assiste aux

scènes pitoyables dans lesquelles les os, tirés de la chair de viande dont on sert les chiens sous d'autres cieux, se vendent et s'achètent, sans gêne, pour la consommation humaine dans les différents marchés à Kinshasa. Pire encore, l'émiettement en plusieurs parties d'une boîte de tomate de 70 grammes vendues et achetées par plus d'un ménage dans les marchés de Kinshasa; la liste n'est pas exhaustive, [Jean-Claude OMOKODI NDATE, 2019].

Pendant que la classe oligarchique ou la minorité au pouvoir se trouve dans le processus d'accumulation égocentriste des richesses, la majorité des Congolais, par contre, navigue dans le sens inverse. Il se dessine donc une division claire des classes sociales dont parlait Karl Max dans son livre Contribution à la critique de l'économie politique. Ce qu'un autre penseur, Norbert Yambayamba, pour ne pas le citer, appelle: « les îlots d'abondance dans un océan de misère ».

En réalité, la quasi-totalité des signaux sont au rouge dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de l'emploi, d'accès à l'eau potable, de l'économie, des finances... à travers le pays. Ce qui fait qu'environ septante millions des congolais sont plongés dans une pauvreté indescrivable. Toutes ces évidences constituant une sorte d'asphyxie sont confirmées par plusieurs rapports et déclarations des ONG et autres organismes tant nationaux qu'internationaux. Par ailleurs, il est à noter que cette situation est soutenue, de pied ferme, par l'inversion des valeurs dont les gouvernés et surtout les gouvernants se rendent coupables. C'est devant cette impasse que nous avons pensé apporter notre modeste contribution, à travers la réflexion, afin d'aider le pays à sortir de ce bourbier. L'intérêt porté sur le secteur social se justifie non seulement du fait que son amélioration constitue le souci majeur de la majorité de la population, mais également revient toujours dans les promesses électorales des politiciens. C'est pourquoi, il s'avère indispensable d'en dresser un état de lieu suivi des propositions concrètes à mettre à la

disposition du nouveau pouvoir pour le bien-être collectif.

Le social est un domaine qui couvre plusieurs dimensions. Cependant, dans cet article, sans prévaloir l'importance de certaines dimensions sur d'autres, à titre indicatif, la réflexion est focalisée sur l'éducation, la santé et l'emploi. Les cris de détresse quasi-quotidiens lancés par la population traduisant les difficultés rencontrées dans les trois domaines précités, interpelle plus d'une personne. C'est pour cette raison qu'il a été jugé impérieux d'en faire un clin d'œil dans le cadre de cette publication.

Le Réseau National des ONG des Droits de l'Homme de la RDC (RENADHOC), dans son message à la nation, enfonce le clou dans le même sens quand il rappelle au gouvernement de la République ses obligations en ces termes : « le gouvernement de la République doit assumer pleinement ses responsabilités en mettant au centre de ses actions les droits économiques, sociaux et culturels de nos populations qui restent toujours bafoués : il n'y a toujours pas d'enseignement gratuit au niveau primaire ; les soins médicaux demeurent inaccessibles pour la grande majorité des Congolais, moins de dix pourcent des citoyens ont un emploi rémunéré régulier, la faim et la malnutrition sont toujours omniprésentes et l'habitat demeurent délabré ou/et insalubre» (Réseau National des Organisations de Droits de l'Homme au Congo (RENADHOC), message à la nation congolaise à l'occasion de la commémoration du 64<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, Kinshasa le 10/12/2012, inédit). La même thèse est également confirmée dans le rapport sur l'indice du développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement où la RDC est classée 186<sup>ème</sup> sur 187 pays les plus pauvres du monde. Bien qu'au mois de décembre 2015 le même organisme reconnaît que la RDC a gagné 11

places, par ailleurs, de manière pragmatique, le train de vie de la population reste très alarmant. Donc le premier Objectif du Millénaire pour le Développement à savoir la réduction de la pauvreté est très loin d'être atteint au cours de la même année. Pour en savoir plus, décortiquons ensemble certaines réalités des secteurs annoncés plus haut. Il convient alors de noter par ici que lorsque les particuliers (les petites et moyennes entreprises) engagent déjà plus de 150 personnes, soit 59% ; ces PME accompagnent l'état dans le processus de la réduction du chômage et création des emplois dans la communauté. A cet effet, l'état dans son pouvoir organisationnel doit aussi, aider les PME dans la réduction des taxes et impôts par exemple.

#### **Les PME dans le secteur éducatif**

Il convient de noter que le milieu éducatif (l'enseignement primaire, secondaire et supérieur) conçu pour façonner les citoyens dans les différents domaines pour le développement national, depuis un certain temps, est également contaminé par la dégringolade morale qui ronge la société congolaise. Ainsi, plusieurs concepts utilisés ne traduisent que le degré d'ancrage de la corruption dans ce secteur. Il s'agit notamment de : « Points Sexuellement Transmissibles », « branchement », « couloir », « sous de table », « enfant d'abord » (<http://www.afriqueredaction.com>). Ceux-ci sont des pratiques humiliantes qui consistent soit à troquer les points en contre partie du sexe, soient à favoriser les étudiants politiquement influents ou ayant des liens familiaux avec les enseignants, soit encore à commercer carrément les points. L'existence de ce phénomène est confirmée au cours d'une plénière fictive tenue le 30 Mars 2015 à la salle de congrès de l'Assemblée Nationale à Kinshasa, en présence d'Aubin Minaku, alors le Président de la chambre basse du parlement, où les étudiantes

venues des différents instituts supérieurs et universités ont dénoncé les harcèlements sexuels auxquels elles sont victimes de la part du corps enseignant. Ce qui rend, si les dispositions nécessaires ne sont pas prises pour y mettre fin, hypothétique l'avenir de toute une nation dans la mesure où l'éducation, dans le vrai sens du terme, est un facteur indispensable dans le processus de développement, ([www.scooprdc.net](http://www.scooprdc.net))

Dans le même ordre d'idée, on observe certaines personnes, dont le parcours scolaire n'est jamais couronné par un diplôme d'Etat, inscrites régulièrement à l'Université, à la grande stupéfaction des habitants de leurs quartiers respectifs. Lorsqu'on pose la question de savoir comment ces gens ont-ils obtenu lesdits titres pour être inscrits à l'université, la plupart répondent en disant « toza na RDC » qui signifie « nous sommes en RDC » une façon d'insinuer que nous sommes dans un pays où tout est possible. Cela résulte, sans doute, de la légèreté observée dans le travail des inspecteurs de l'enseignement primaire et secondaire en complicité avec leur hiérarchie. On reste dans le même chapitre pour signaler le comportement observé dans le chef de certains parents qui, avant de faire inscrire leurs enfants dans une école quelconque, se préoccupent plus, en lieu et place de la qualité de l'enseignement y dispensée, des résultats réalisés antérieurement aux examens d'Etat (on se demande si l'école a obtenu 100%). Et ce, malgré le niveau intellectuel incertain des récipiendaires. Avec une telle logique, quelle est la qualité des gestionnaires de demain peut-on attendre de ces établissements d'enseignement ?

Bien qu'à ce jour, le secteur de l'éducation bénéficie d'une part du budget national d'une hauteur de 16 %, son développement continue à patauger. Au regard des conséquences, le désintéressement de la jeunesse à s'engager dans les bonnes études jugées non prometteuses. Il en résulte que, pour la plupart des cas,

les diplômes délivrés par un bon nombre d'institutions d'enseignement, ont une valeur qui ne reflète nullement le niveau intellectuel de leurs titulaires. Il n'y a donc l'ombre d'aucun doute que l'on rencontre dans notre société des intellectuels, même licenciés, non spécialistes. Par exemple, un licencié en droit non juriste, un licencié en sociologie non sociologue, un licencié en agronomie non agronome, etc. il s'agit des personnes inscrites à l'université et qui passent, d'une promotion à une autre, jusqu'à la fin de leurs parcours, en utilisant des moyens malhonnêtes, mais arrivent tout de même à bénéficier des diplômes sans avoir intériorisé les matières dont elles sont censées être spécialistes.

Toujours dans ce point nous notons la prolifération des universités et établissements d'études primaires, secondaires et universitaires privés dont les motivations premières d'un bon nombre d'entre eux n'ont rien avoir avec le social, mais plutôt le commerce. Le rapport de l'enquête de l'ONG SOPROP sur les droits sociaux de base en RDC, confirme cette thèse lorsqu'il met en évidence certaines pratiques qui se passent dans les écoles notamment l'achat obligatoire d'uniformes à l'école, la prostitution, la corruption, la non prise en compte de la demande de dérogation par les parents, etc. D'où les étudiants et élèves utilisent plus les antivaieurs en lieu et place de fournir les efforts pour réussir par voie normale. Il existe même ce qu'on appelle des laboratoires où on organise le plagiat des rapports de stages, des travaux de fin de cycle et des mémoires au profit des élèves et des étudiants. Ce qui ne fait qu'encourager la paresse intellectuelle de ces derniers. On a rendu l'impossible possible, il suffit d'avoir les billets de banque, toutes les solutions envisagées, même immorales ou illicites, sont faisables. Et donc, la fécondité intellectuelle qu'on attend du monde scientifique devient illusoire. (Solidarité pour la Promotion Sociale et la Paix (SOPROP), Rapport sur les droits sociaux de base en

RDC, 2014, p.49-50).

### **Les PME Dans le secteur de l'emploi**

L'emploi a le plus tragiquement subi les conséquences des difficultés de l'Etat caractérisées par la mauvaise gestion des entreprises publiques et la mauvaise politique de partenariat et d'incitation aux investissements. « En 2000, l'emploi représentait une proportion de 2% de la population totale, 4% de la population active et 8% de la population active masculine. Contre respectivement 8%, 18% et 35% en 1958. La crise socio politique des années 1990 et les conflits n'ont fait que précipiter cette tendance négative au point que la crise de l'emploi et de formation professionnelle constitue une des causes majeures d'une situation sociale extrêmement difficile. (République Démocratique du Congo, Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR), Ministère du plan, 2006, P.5. La conséquence est l'exacerbation du chômage, l'accroissement de la vulnérabilité des populations et l'aggravation de la pauvreté». (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, article 23).

Bien que la Déclaration Universelle des droits de l'Homme renchérit par la constitution de la République Démocratique du Congo fait du travail un droit et un devoir sacrés. Les recrutements dans quelques emplois créés, à travers les différents programmes de l'Etat financés sur fonds propre ou par les bailleurs de fonds, s'opèrent sur base des critères clientélistes où les sélectionnés aux différents postes sont connus avant même la publication des offres d'emploi dont la pratique n'est assurée que pour des raisons de formalisme. Le cas le plus récent connu de tous, c'est la présence des personnes recrutées irrégulièrement dans la magistrature de la RDC selon le Ministre d'Etat en charge de la justice qui déclare : « Nous allons chasser de la magistrature, tous ceux qui sont entrés par effraction (...) c'est la raison pour laquelle la

population crie sur le mal jugé et, en réalité, c'est parce que dans le recrutement de ces magistrats, la rigueur absolue n'a pas été respectée » (Constitution de la République Démocratique du Congo, article 36).

Les investisseurs qui créent les entreprises dans le cadre de leurs business offrent quelques opportunités d'embauché. Par ailleurs, ceux qui trouvent les emplois dans ces organisations font également l'objet d'une exploitation systématique de la part de leurs patrons.

Malheureusement, les Ministres qui se succèdent au ministère du travail ainsi que les inspecteurs du même ministère censés protéger les travailleurs congolais, tant dans le secteur public que privé, affichent un regard indifférent frisant la complicité face aux souffrances de leurs propres frères qui, en réalité, sont mal traités en ce qui concerne les conditions du travail et surtout la rémunération. En effet, comme dit plus haut, on trouve dans la ville de Kinshasa et partout ailleurs à travers le pays l'existence de la division des classes sociales (les bourgeois et les prolétaires).

Cependant au-delà de toutes ces considérations générales, il convient de relever quelques particularités pathologiques liées à la situation de la femme. C'est donc le cas, par exemple de la promotion Canapé. Elle est un phénomène qui combat systématiquement la promotion de la femme dans la mesure où non seulement ça n'encourage pas celle-ci à rechercher la méritocratie, mais également terni son image du fait que son accession à tel ou tel autre poste est réputée se faire, très souvent, en échange avec son sexe. En effet, il s'est installé dans notre société les mauvaises habitudes selon lesquelles les hommes qui ont la décision pour embaucher les gens dans leurs entreprises posent des conditions discrètes, souvent, n'ayant aucun lien direct avec la compétence recherchée pour occuper le poste à pourvoir. Et cela dépend selon qu'on est femme ou homme. Dans le cas de ce dernier, les exigences sont en nature ou en numéraire, (MONUSCO, 2021).

Pour tenir le coût de la vie, face à la rareté d'emploi, la majorité des Congolais s'est lancée essentiellement dans la débrouillardise. Les études initiées dans le cadre du DSCRIP indiquent que « 80% de notre population survivent à la limite de la dignité humaine avec moins de 0.20 \$ américains par jour ». C'est ainsi que dans les quartiers populaires, on observe qu'environ quatre ménages sur cinq ont quelques choses à vendre devant la parcelle. Toutes les rues sont transformées en marchés. Ceci contribue profondément à l'insalubrité constatée dans les grandes villes. Cependant, la gestion de cette situation, par le pouvoir public, étonne plus d'un observateur d'autant plus qu'on laisse de côté les causes qui se trouvent être le manque d'emploi, on s'attaque aux conséquences. En effet, la répression caractérisée par la destruction systématique des étalages et marchandises de paisibles citoyens constitue le mode de gestion de cette situation par les gouvernants. Ce qui biaise la démarche parce que tant qu'il n'y aura pas d'emploi, ce problème persistera. Le principe étant, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

#### IV. CONCLUSION

Tout au long de notre recherche, nous avons constaté que le problème de création de la petite et moyenne entreprise se posait avec une ampleur considérable car, elle se développe le sentiment de créer une PME à lemba.

L'importance des PME dans l'économie de lemba en particulier et de la République Démocratique du Congo en général, qu'il s'agisse de leur structure économique ou leur organisation, n'est plus à démontrer car à la fois, jouent le rôle économique, sociale et politique de premier plan pour la création d'emploi, l'utilisation des ressources et revenu nécessaires de notre pays.

Les PME congolaises englobant les entreprises commerciales et artisanales, jouent malgré les irrégularités et certaines pratiques académiques, sociales et culturelles qui laissent à désirer, un rôle moteur dans le

développement autocentré grâce à l'utilisation d'une matière première locale et d'une technologie adaptée au savoir-faire national.

Les PME luttent contre l'inflation en mettant sur le marché des biens et services essentiels au bénéfice de la population à des prix défiant toute concurrence. C'est ainsi qu'à Kinshasa, le secteur des petites et moyennes entreprises se révèle. Le plus gros employeur de la ville avec plus de 80% des emplois dont l'artisanal, le commerce et le transport, alors que le secteur moderne n'en compte que dans 20% des emplois.

### BIBLIOGRAPHIE

1. Constitution de la République Démocratique du Congo de (2006) : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.
2. Doctrine congolaise, Tome V Kinshasa, éd. IADHD. Loi-cadre n° 14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national. PNUD,(2010) ; Rapport sur l'Indice du Développement Humain, RENADHOC, 2012 ; Message à la nation congolaise, à l'occasion de la commémoration du 64<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme,
3. EHOTA MULENDA Paul., (2013) ; « Emergence de la responsabilité sociale des entreprises en RDC : Etat de lieux, enjeux et perspectives » in Mouvement et enjeux sociaux.
4. FRED DOURA, (2006) : L'économie d'Haiti : Dépendance, crises et Développement, Ed. dami, Montréal.
5. Georges Edwards III et coll. (1980) : Les politiques publiques, Elaboration et mise en œuvre, Paris, Tendances Actuelles,1981 P.73
6. Grawitz, M., (1977) ; Méthode des sciences sociales, Dalloz, Paris.  
<http://www.afriqueredaction.com>.  
<http://www.forumdesas.org/spip.php?article3777>. KALINDYE, D., & BUSIMBA
7. KASINDIRA. G., 2004 ; « J. Ives-REGINSTER et READ BAIN (2017): Principes généraux de santé Publique et d'économie de santé, Ed. PUF 2017page 62-75.
8. Kinshasa. République Démocratique du Congo, (2006) ; Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR), Ministère du plan. SOPROP, 2014 ; Rapport sur les droits sociaux de base en RDC. [www.scooprdc.net](http://www.scooprdc.net) ;
9. Les enfants soldats face au droit humanitaire en RDC », in Traité d'éducation au droit de l'homme en RDC.
10. SENKER B et Al.(2022) : Indices de la pauvreté dans la zone de santé Urbano-rurale de Mont Ngafula II,ijssass,ISTANBUL.

☆ CONTRIBUTION DES PETITES ET MOYENNES ENTRPRISES DANS LA LUTTE CONTRE LE  
CHOMAGE ET LA PAUVRETE A KINSHASA RD CONGO